

**Objet** : Réforme du collège

**Motion du collège Pablo Neruda, au Conseil d'Administration du 30 novembre 2016**

Nous, représentants du personnel enseignant du collège Pablo Neruda, de Wattrelos, exprimons notre mécontentement face à la réforme du collège et à sa mise en œuvre.

Les projets interdisciplinaires (EPI) et l'accompagnement dit personnalisé en classe entière (AP) seraient mis en place au détriment des horaires d'enseignement strictement disciplinaires, et non donnés en plus.

Nous déplorons la mise à mort de l'accompagnement éducatif, qui aidait concrètement les élèves.

Dans de nombreux établissements, des enseignements seraient menacés :

- les sections européennes ;
- les dispositifs bilangues ;
- les langues régionales et les langues anciennes, qui ne pourraient être maintenues, avec des horaires souvent amputés, que si l'EPI correspondant peut être mis en place, mettant en concurrence les disciplines et les collègues, afin de se répartir les "marges horaires" octroyées par le conseil pédagogique. Un EPI latin ne contiendrait d'ailleurs ni langue ni histoire (le programme d'histoire prévoyant d'enseigner l'antiquité uniquement en 6ème, et non en 5ème), vidant la matière de ce qui fait justement son intérêt, sa richesse et sa diversité.

En plus de nouveaux programmes, imposés simultanément sur tous les niveaux en 2016, demandant déjà un travail énorme, la nouvelle organisation exigera aussi des temps de concertation très importants entre matières, temps évidemment non prévus, et sans aucun moyen complémentaire. Notre liberté pédagogique est du reste frontalement attaquée par ce système d'interdisciplinarité imposée.

Ainsi, à travers cette réforme :

- nous refusons la perte horaire dans certaines matières et la disparition de certaines options ;
- nous refusons la remise en cause de la liberté pédagogique des professeurs, que nous obligeons à travailler ensemble dans un cadre donné alors que de nombreux projets voyaient déjà le jour dans notre établissement grâce à cette liberté de choix, justement ;
- nous refusons l'accroissement exponentiel à venir du nombre de réunions et de conseils pour tenter de mettre en place cette usine à gaz ;
- nous refusons d'être désignés contre notre gré alors que les formations pédagogiques ont toujours été une liberté de choix dans le cadre du PAF. La formation doit rester un droit sur le mode du volontariat et non une contrainte.

Nous demandons une réforme du collège qui permette une réelle prise en compte des difficultés des élèves tout au long de sa scolarité, et non une réforme qui contribuera au contraire à accroître les inégalités qu'elle aurait pour vocation de combattre, d'autant que les plus favorisés ne se contenteront plus du peu d'enseignement des fondamentaux qui serait alors dispensé au collège.

Une réforme du collège ne peut se faire contre les personnels qui devront la mettre en œuvre.